

<http://divergences.be/spip.php?article4237>



Mars 1920

- Archives - Textes - « La flamme brûle encore » - Chapitre 2 « Au commencement était l'action » Les anarcho-syndicalistes en action (1918-1923) -



Date de mise en ligne : samedi 12 juillet 2025

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Sommaire

- [Révolution de mars 1920](#)
- [Le rôle de la FAUD dans les conseils d'exécution et dans l'« Armée rouge » de la révolution de mars](#)

Révolution de mars 1920

Le 13 mars 1920, la « brigade marine Ehrhard » envahit le quartier gouvernemental de Berlin et nomme le directeur général des travaux publics Kapp nouveau chancelier du Reich. Le motif immédiat du putsch était la dissolution de la brigade marine décrétée par le gouvernement, en lien avec les dispositions du traité de paix de Versailles. (63)

[http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH267/bundesarchiv_bild_119-1983-0007__ka_pp-putsch__marinebrigade_erhardt_in_berlin-8dc48.jpg]

Entrée de la brigade Erhardt à Berlin.

Le gouvernement de coalition (SPD, DDP, Zentrum) s'enfuit à Stuttgart, car la direction de la Reichswehr avait refusé d'envoyer des troupes contre les putschistes. (64) Une partie des commandants de la Reichswehr soutint ouvertement les putschistes ; le commandant de la 6e zone militaire, le général Walter, responsable de la région industrielle de Rhénanie-Westphalie, adopta une attitude attentiste. Déclarant avoir pour mission de maintenir « l'ordre et la tranquillité » dans la région, il se montra ouvert aux deux camps. Les commandants des trois principaux corps francs, qui étaient sous le commandement de Watters, soutinrent les putschistes. (65)

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L290xH400/la_marine-brigade_ehrhardt-cf628.jpg

La brigade marine Ehrhardt

Les trois partis socialistes et les syndicats réagirent au putsch en proclamant la grève générale. Dans de nombreuses localités, des comités d'action ou des comités exécutifs (66) furent créés pour mener à bien la grève générale qui débuta le 15 mars.

Le même jour, les premiers affrontements armés entre les corps francs et les ouvriers eurent lieu à Wetter an der Ruhr. Les ouvriers réussirent à vaincre et à désarmer les militaires. Les jours suivants, les ouvriers remportèrent des victoires à Kamen, Hörde et Elberfeld, où ils réussirent, après de violents combats dans la Rudolfstraße à Barmen, à chasser de la ville l'armée commandée par le général Gillhausen et la police de sécurité (Sipo). Les ouvriers se procurèrent leurs premières armes auprès de l'armée, de la police et de membres bourgeois des milices civiles. Les victoires contre les militaires bien équipés reposaient notamment sur le soutien important apporté aux ouvriers combattants par la population ouvrière non combattante. (67)

Les putschistes capitulèrent le 17 mars à Berlin, après quoi le gouvernement berlinois appela le même jour les ouvriers à mettre fin à la grève générale et annonça que les responsables du putsch seraient punis. (68) Les grévistes ne donnèrent pas suite à cette demande, et ce pour les raisons suivantes :

â€” le gouvernement ne fit aucune concession économique et politique dans son appel. L'état d'esprit des grévistes est illustré par le fait que le président de l'ADGB, Legien, membre de l'aile droite du SPD, fit à l'USPD une offre de formation d'un gouvernement ouvrier, offre que l'USPD ne saisit pas. (69)

â€” la fin de la grève générale aurait signifié l'abandon de la lutte armée contre l'armée honnie. En quelques jours, un mouvement insurrectionnel armé, appelé « Armée rouge », s'était formé dans la zone industrielle et avait réussi à chasser l'armée de toute la région de la Ruhr. (70)

[http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH293/milice_ouvriere_re_de_l_arme_e_rouge_de_la_ruhr_a_dortmund-3c660.jpg]

Milice ouvrière de l'armée rouge de la Ruhr à Dortmund

Après quelques jours, en raison de la fin de la grève générale à Berlin, de la victoire des militaires dans d'autres régions du Reich et du début de l'encerclement de la Ruhr, le mouvement insurrectionnel était isolé. Le 24 mars, des représentants du gouvernement, sous la direction du commissaire d'État Severing, et des représentants des conseils exécutifs de la région industrielle se sont donc réunis à Bielefeld pour négocier. L'accord conclu à cette occasion prévoit un compromis : l'autodissolution du mouvement insurrectionnel ; la légalisation des forces de sécurité qui s'étaient constituées pendant l'insurrection sous la forme de « milices locales » ; le renoncement du gouvernement à faire entrer les troupes massées autour de la zone industrielle. (71)

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L278xH400/71gnwsipa9l_sl1152_-63752.jpg

L'armée rouge de la Ruhr

Bien que les chefs militaires de l'« Armée rouge » aient rejeté l'accord de Bielefeld, l'autodissolution aurait réussi si l'on avait laissé plus de temps pour la formation d'une volonté commune. (72) La Reichswehr était opposée à l'accord et continua d'avancer sans relâche vers la Ruhr. Le 2 avril, le gouvernement donna finalement l'ordre d'envahir la région ; parmi les troupes se trouvaient de nombreuses unités qui, peu de temps auparavant, avaient encore soutenu les putschistes. Les troupes semèrent une terreur systématique parmi les restes de l'« Armée rouge ». L'extrait suivant d'une lettre d'un étudiant appartenant à la brigade Epp parle de lui-même à cet égard :

Hier, nous avons lancé la première attaque... Il n'y a aucune pitié. Nous fusillons même les blessés. L'enthousiasme est immense, presque incroyable. Notre bataillon compte deux morts ; les rouges en ont 200 à 300. Tout ce qui nous tombe sous la main est d'abord achevé à coups de crosse, puis d'une balle. Pendant tout le combat, je n'ai pensé qu'à vos sœurs de la station A. C'est parce que nous avons également abattu immédiatement dix infirmières de la Croix-Rouge, qui avaient toutes un pistolet sur elles. C'est avec joie que nous avons tiré sur ces images honteuses ; et comme elles ont pleuré et prié ; mais celui qui est touché par une arme est notre ennemi et doit mourir. Nous avons été plus nobles avec les Français. (73)

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L274xH400/des_insurgés_de_l_arme_e_rouge_de_la_ruhr_abattus_au_second_plan_se_tiennent_des_soldats_de_la_reichswehr-b3f72.jpg

Des insurgés de l'Armée rouge de la Ruhr abattus. Au second plan se tiennent des soldats de la Reichswehr.

Autre exemple :

question du commandant Graff, officier de contrôle allié : « Pourquoi la Reichswehr abat-elle tout ouvrier armé qui se rend ? » Réponse du major v. Gienandt, officier d'état-major de la 3e division de cavalerie : « L'Armée rouge est composée de jeunes qui ont été privés de l'autorité paternelle pendant cinq ans ; il est trop tard pour les rééduquer, le mieux est de les exterminer. » (74)

[http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH250/photo_d_hommes_de_la_marinebrigade_ehrhardt_une_unite_du_corps_franc-1860e.jpg]

Les hommes de la brigade de marine Ehrhardt

Le rôle de la FAUD dans les conseils d'exécution et

dans l'« Armée rouge » de la révolution de mars

Les comités d'action qui ont vu le jour pendant et après la grève générale dans la région industrielle peuvent être classés en trois types :

1. Les trois partis ouvriers sont représentés au sein du conseil d'exécution (entre autres à Elberfeld-Barmen, Remscheid, Düsseldorf, Hamborn...)
2. Les trois partis ouvriers et les deux partis du centre (Zentrum, DDP) sont représentés au sein du conseil exécutif (entre autres à Hagen, dans l'ouest de la Ruhr)
- 3 Le conseil exécutif ne comprend (depuis la victoire des ouvriers armés) que des organisations d'extrême gauche (Mülheim, Essen, Oberhausen) (75)

Le conseil exécutif de Mülheim fait exception dans la région industrielle, tant par sa constitution que par sa pratique. Après le retrait des militaires de Mülheim, un comité d'action radical de gauche, qui proclama la république des conseils comme en 1918/19, prit le pouvoir et déclara immédiatement qu'il n'exercerait le pouvoir dictatorial que jusqu'à l'élection d'un conseil des travailleurs définitif issu des rangs des comités d'entreprise. Deux jours plus tard, des élections ont eu lieu dans les entreprises et, dès le 24 mars, les comités d'entreprise ont élu le comité exécutif définitif, composé majoritairement de syndicalistes et de communistes. La première déclaration du comité exécutif de Mülheim exprimait clairement l'étendue des tâches qu'il s'était fixées :

« La première tâche nécessaire est l'élection immédiate de comités d'entreprise révolutionnaires. Ceux-ci doivent organiser la socialisation des entreprises, organiser la production de manière productive et la surveiller. Ils constituent le noyau de l'organisation future. Les conseils municipaux exécutifs doivent être formés à partir des entreprises et par celles-ci. Ces derniers doivent réorganiser l'ancienne administration réactionnaire. » (77)

Le conseil exécutif s'est également attelé, pendant la brève période de son existence, à mettre en pratique son programme. Ainsi, des commissions ont été créées pour les entreprises municipales, les écoles, le logement, la santé et l'aide sociale, ainsi qu'un département social avec une sous-commission chargée de trouver des emplois et une commission pour les questions de police. Même si certains membres des commissions n'avaient pas une idée très précise de leur mission, il apparaît clairement que le Conseil exécutif avait une vision très large de ses tâches.(78)

Dans les entreprises également, les syndicalistes de Mülheim ont clairement affiché leurs objectifs. Lorsque le directeur des entreprises municipales a refusé de reconnaître le nouveau comité d'entreprise, il a été limogé sans ménagement et l'entreprise a été reprise collectivement par les travailleurs. Dans l'usine de machines Thyssen, les comités d'entreprise ont en partie pris la direction de l'entreprise et ont apparemment si bien accompli leur tâche qu'un membre de la famille Thyssen, qui avait fui après la défaite de la Reichswehr, en a conclu, devant un représentant de l'ambassade britannique à La Haye, que « toute la révolte avait dû être préparée de longue date par les spartakistes ». (79)

La théorie et la pratique du Conseil exécutif de Mülheim correspondaient exactement aux principes anarcho-syndicalistes et anticipaient les collectivisations des anarcho-syndicalistes espagnols pendant la révolution de 1936/37. Là aussi, immédiatement après le coup d'État militaire, les ouvriers se mirent à collectiviser la production en éliminant toute instance étatique. Comme en Espagne, les socialistes et les communistes voulaient intervenir dans les entreprises seulement après la victoire militaire, car ils estimaient que la socialisation mettrait en danger l'approvisionnement alimentaire. Les syndicalistes espagnols ont rétorqué que la collectivisation permettrait à chacun de se rendre compte concrètement des objectifs de la lutte armée et renforcerait ainsi la capacité de combat. (80)

Post-scriptum :

Notes

63) Cf. pour l'histoire du putsch Lucas, Erhard : Märzrevolution, vol. 1, De la grève générale contre le putsch militaire à l'insurrection armée, Francfort, p. 71-86

64) C'est dans ce contexte que le général von Seeckt prononça cette phrase souvent citée : « La Reichswehr ne tire pas sur la Reichswehr. »

65) Sur l'attitude des militaires, cf. Lucas, Erhard : Märzrevolution, vol. 1, p. 96-107

66) Sur les différents modèles de comités d'action, cf. *ibid.*, p. 119-139

67) Cf. *ibid.*, p. 147-206. Concernant les combats entre militaires et ouvriers à Elberfeld, cf. Winterhagen, Arthur : Die Unruhen in Wuppertal im Jahre 1920 (mémoire de fin d'études, Wuppertal, 1964)

68) Cf. Lucas, Erhard : Märzrevolution, vol. 1, p. 234. Le fait que l'un des chefs du putsch, le général Lüttwitz, ait pu démissionner avec le maintien de ses droits à pension montre à quel point le gouvernement prenait au sérieux ses promesses. De même, le chef de brigade Erhardt n'a pas été inquiété. La brigade reçut même une allocation spéciale de 9 RM par jour pour toutes les « unités chargées du maintien de l'ordre », cf. Lucas, vol. 2.

69) Cf. Lucas, vol. 2, p. 103-120

70) Cf. Lucas, vol. 1, p. 248-303

71)) À propos de la discussion sur la conférence de Bielefeld dans le mouvement insurrectionnel, cf. Lucas, vol. 3, p. 60/92 72cf.

ibid., p. 92-145

73) *ibid.*, p. 280

74) *Ibid.*, p. 308. Pour une analyse des fondements psychologiques de la terreur des corps francs, cf. Theweleit,

Klaus : Männerphantasien, 2 vol., Francfort, 1977/78

75) Cf. Lucas, Erhard : Märzrevolution, vol. 3, p. 12

76) Cf. *Ibid.*, p. 26

77) cité d'après Lucas, vol. 2, p. 48

78) *ibid.*, p. 33

79) *ibid.*, p. 48-50

80) Cf. à propos de l'Espagne, Bernecker, Walter L. : Anarchisme et guerre civile. Pour une histoire de la révolution sociale en Espagne 1936-39, Hambourg 1978 ; *idem* : Collectivisme et liberté. Sources pour l'histoire de la révolution sociale en Espagne 1936-39, Munich 1980